

POUVOIR D'ACHAT

DANS L'ÉTAU D'UN INQUIÉTANT CYCLE INFLATIONNISTE

DANS LES COMMERCES, LES PRIX DES PRODUITS DE CONSOMMATION COURANTE S'ENVOLENT MALGRÉ L'INSTAURATION D'UN MARK-UP MAXIMAL DE 20 - 25 %. DU COUP, L'INFLATION POURRAIT ATTEINDRE DES PICS RECORD DANS LES MOIS À VENIR.

NIRVAN ARMOOGUM / ASHLEY ÉMILIE

DEPUIS le 1^{er} juillet, le gouvernement a stoppé les subventions sur les produits de consommation courante. Celles-ci coûtaient à l'État la bagatelle de Rs 4,8 milliards. L'impact a été immédiat : les prix ont explosé dans les commerces. Rien que pendant le week-end dernier, l'huile comestible a vu son prix doubler. Alors que l'augmentation du prix du lait, aussi bien en poudre qu'en bouteille, oscille entre 30 % et 50 %.

Force est de constater que malgré l'instauration d'un mark-up maximal de 20 - 25 % sur une série de produits, les prix ont grimpé en flèche. Ces produits incluent le fromage, la margarine, le lait en poudre, les pâtes, les céréales de blé, les aliments pour bébé, les couches, le poisson en conserve et l'huile alimentaire.

En première ligne, les gérants des

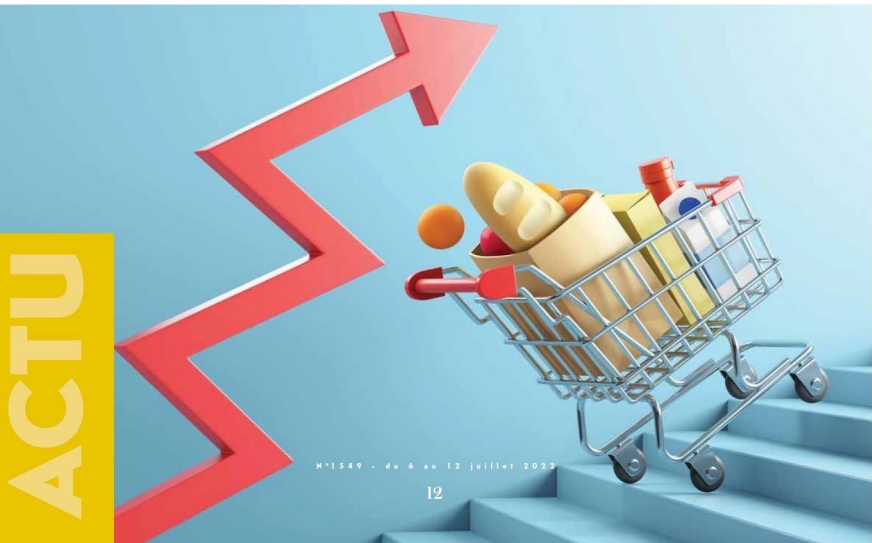
grandes surfaces ont assisté à ce chamboulement sur le marché des *fast-moving consumer goods*. Selon Nitish Ramsahye, le Marketing Manager du groupe La Charitreuse, qui possède les supermarchés Save Mart, les consommateurs s'attendaient à ces augmentations en cascade. « Dès l'annonce de l'arrêt des subventions vers la mi-juin, nous avons assisté à des achats paniques dans nos magasins. Vu qu'ils anticipaient une hausse des prix, les consommateurs ont constitué des stocks conséquents pour des produits comme le lait, la farine, le riz ou encore l'huile. Ainsi, pour ce premier week-end, nous n'avons pas pu mesurer le sentiment des consommateurs suite à l'arrêt des subventions », explique-t-il.

Il est rejoint par le directeur général d'Intermart, Andrew Sin. « Il est encore

tôt pour se prononcer sur l'arrêt des subventions. Mais il est bon de noter que la grosse majorité de nos clients ont pu s'approvisionner pendant la promotion de fin de mois. Ils ont acheté plus qu'à l'accoutumée », souligne-t-il.

Si l'envolée des prix était prévisible, il n'empêche que les nouveaux prix affichés par certains distributeurs sont jugés beaucoup trop élevés. « Les nouveaux prix fixés par les distributeurs nous ont surpris. Lors des réunions que nous avons eues avec eux, ils ont expliqué que leur marge de manœuvre était restreinte avec l'arrêt des subventions », révèle Nitish Ramsahye.

De son côté, le secrétaire général de l'Association des consommateurs de l'île Maurice (ACIM), Jayen Chellum, dit s'étonner du fait que les prix de certains produits



non concernés par les subventions aient été majorés. «L'impact est plus important que ce à quoi l'on s'attendait. Le ministre du Commerce avait pourtant annoncé que les prix de l'huile et du lait augmenteraient sensiblement. Toutefois, on constate que les prix d'une célèbre marque locale a connu une hausse de 100 %», fait-il ressortir. Et d'ajouter que les responsables du ministère du Commerce devront s'assurer qu'il n'y a pas d'abus. «J'appelle aussi à la vigilance des consommateurs, car certains commerçants offrent des promotions, alors qu'ils se sont approvisionnés avec le prix subventionné. Le gouvernement doit faire des vérifications pour s'assurer que les prix des marchandises sont justement appliqués», insiste-t-il.

Par ailleurs, ces hausses de prix en cascade viendront, dans une grande mesure, diluer l'effet des mesures budgétaires visant à rétablir le pouvoir d'achat. Pour rappel, le ministre des Finances, Rengaganaden Padayachay, avait annoncé une série de mesures sociales fortes au coût de Rs 15 milliards touchant aussi bien les salariés que les retraités.

Selon l'économiste Manisha Dookhony, quoique les mesures budgétaires viennent soulager les consommateurs et appuyer l'activité économique en agissant sur le levier de la demande, il est un fait que le gouvernement ne peut indéfiniment maintenir les subventions. «Le soutien aux ménages aide à l'échelle individuelle et pourrait améliorer le pouvoir d'achat. Mais je me demande tout de même si ces mesures sont assez ciblées pour soutenir ceux qui en ont le plus besoin», observe-t-elle.

Une analyse partagée par le CEO d'Anneau. De l'avis

d'Amit Bakhirta, ces mesures budgétaires atténuent certes le sentiment inflationniste, mais elles demeurent tout de même éphémères. Désormais, avec l'arrêt des subventions, il s'attend à ce que le Trésor public redirige les économies effectuées pour soutenir d'autres dépenses sociales davantage ciblées comme les allocations sociales.

CONTEXTE INFLATIONNISTE

À n'en point douter, nous sommes de plain-pied dans un contexte fortement inflationniste. La conséquence est la suivante : le pouvoir d'achat devrait naturellement s'affaiblir, tandis que l'inflation est appelée à maintenir sa trajectoire haussière. Comment sortir de cette spirale d'inflation persistante ? Selon Amit Bakhirta, la Banque de Maurice se doit d'intervenir sur le plan de la politique monétaire pour stabiliser la situation. Elle doit agir rapidement, insiste-t-il. «La Banque de Maurice demeure étrangement impassible dans ce contexte préoccupant. À moins qu'elle n'agisse rapidement et en toute urgence, comme le recommande non seulement l'équipe d'Anneau depuis maintenant deux ans, mais surtout le Fonds monétaire international (FMI), pour éviter que la situation ne dérape. Si rien n'est fait, on risque d'assister à une aggravation de l'appauvrissement de la population, surtout les couches les plus vulnérables».

Idem pour Manisha Dookhony, qui est également d'opinion que si la tendance persiste, l'on risque d'observer une érosion du pouvoir d'achat, une perte de valeur de la roupie, des prix élevés de l'essence et une flambée des

prix sur les étagères des supermarchés. «Bien que nous essayons de panser la plaie avec des allocations, il semble qu'une augmentation de Rs 50 sur un litre d'huile, c'est 5 % de l'allocation de Rs 1 000. C'est donc 5 % du pouvoir d'achat nouvellement acquis qui est parti», argue-t-elle. Poursuivant son argumentaire, elle fait remarquer que l'impact des augmentations des produits de consommation courante se fait déjà sentir d'un point de vue économique. «L'inflation actuelle est alimentée en grande partie par des problèmes d'approvisionnement et de perte de valeur de la roupie, mais aussi par les conséquences de ces augmentations sur les intrants des productions locales. Ce qu'il faut savoir, c'est que l'inflation est aussi liée au fait que nous avons un problème de productivité. Nous n'avons pas pu créer de nouveaux secteurs d'activité qui puissent étendre la production et la productivité locales. Imaginons que nous ayons un nouveau secteur d'activité avec un focus sur l'export de produits à haute valeur ajoutée. Dans un tel cas, en premier lieu, la rentrée de devises se serait élargie. La roupie aurait enfin commencé à peser en faveur des consommateurs. Produire plus de biens et de services, en élargissant notre offre au niveau local comme à l'international, exercerait une pression à la baisse sur les prix. Mais pour y parvenir, il faudrait attirer et encourager les investissements dans de nouveaux secteurs stratégiques ; c'est une vraie solution», recommande-t-elle. En attendant, il s'agit pour la population de contenir le choc, en espérant que les problématiques liées aux chaînes d'approvisionnement se résolvent.



NITISH RAMSAHAYE
(PROPRIÉTAIRE DE
DE SAVE MART)



ANDREW SIN
(DIRECTEUR GÉNÉRAL
D'INTERMART)



AMIT BAKHIRTA
(CEO D'ANNEAU)



MANISHA DOOKHONY
(ECONOMISTE)



JAYEN CHELLUM
(SECRÉTAIRE GÉNÉRALE
DE L'ACIM)

Anneau anticipe une inflation de 9 % à 14,5 % en 2022

Comme on le sait, Maurice est pris dans un cycle d'inflation galopante. Selon les prévisions de la Banque de Maurice, l'inflation se situera autour de 8,6 % cette année. Alors que le FMI anticipe un taux nettement plus élevé de 11,9 %. Quelle est la prévision qui se rapproche le plus de la réalité. Si elle estime qu'il est difficile de faire des prévisions avec les incertitudes actuelles, Manisha Dookhony soutient toutefois qu'elle s'aligne plus près de l'estimation du FMI. D'autant plus que les événements à l'international font qu'une forte pression est exercée sur l'économie mauricienne. *«Aujourd'hui, la hausse des prix est un problème dans le monde entier. Les États-Unis, la France et le Royaume-Uni sont tous en train de faire face à des taux d'inflation qui atteignent des sommets. Ainsi, les banques centrales à travers le monde sont en train d'approuver une série de hausses de taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation. De plus, l'économie évolue en cycle. Nous sommes dans un cycle inflationniste. Il est peu probable que nous allons revenir à cet environnement de faible inflation dans le court terme, et cela sera exacerbé par l'incertitude de la guerre en Ukraine, qui est à la porte de l'Europe, et des changements géopolitiques qui en résultent. Le paysage économique mondial est en train de changer, et cela a un impact non négligeable sur notre économie locale»*, analyse-t-elle. Quant à Amit Bakhirta, il est d'avis que le second semestre sera fortement dépendant du contexte géopolitique et macro-économique global (inflation importée) et domestique. Il explique que les estimations de l'inflation d'une année dépendront aussi de l'impact sous-jacent de la politique monétaire de la Banque centrale. Ainsi, selon les calculs d'Anneau, l'inflation CPI d'une année à l'autre devrait se situer entre 9 % et 14,5 %.



Le ministère du Commerce explique comment fonctionne le système de mark-up

Le ministère du Commerce explique comment fonctionne le système de mark-up en vue de freiner l'augmentation des prix. Il s'agit d'une formule de «burden sharing», indique-t-on, avec la limitation des marges de profit des importateurs et des détaillants.

«Les prix des produits ont beaucoup augmenté ces derniers temps pour diverses raisons comme l'augmentation du coût des matières premières et du fret. Le gouvernement a décidé d'introduire ce système de contrôle afin que les prix restent inférieurs aux prix de l'offre et de la demande et ainsi maintenir l'accessibilité à ces produits à un plus grand nombre de consommateurs», précise un porte-parole du ministère.

Pour les produits importés, le mark-up est calculé sur le CIF (coût, assurance et fret). À titre d'exemple, si un produit importé a un CIF de Rs 100 et un maximum mark-up de 20 % est applicable, le prix de vente au final sera d'un maximum de Rs 120. Le mark-up et la Special Allowance comprennent les coûts locaux, incluant la distribution et le stockage, et les marges de profit des



importateurs et des détaillants.

En ce qui concerne les produits fabriqués localement, le maximum mark-up est calculé sur l'ex-factory cost qui est le coût de départ usine. L'objectif de l'application du système de maximum mark-up est de maintenir un contrôle sur les prix de 12 catégories de produits de base. Sous le régime de subventions, les prix de ces produits étaient fixés aux mêmes prix que ceux du mois de janvier 2021. Ainsi, avec l'arrêt des subventions, il est évident que les prix vont augmenter étant donné que les coûts d'importation de ces produits ne cessent de grimper. Le système de maximum mark-up vise à protéger les consommateurs. Au final, cela permettra de limiter une hausse excessive des prix de ces produits essentiels et ainsi, maintenir l'accessibilité.